

Le Burundi refuse de prolonger la présence du bureau de l'envoyé spécial de l'ONU

RFI, 20/11/2020 Le dernier rapport du secrétaire général de l'ONU sur le Burundi, volontairement mesuré pour tenter de maintenir le dialogue avec Gitega n'a rien fait, le gouvernement vient de rejeter dans une note verbale datée parvenue à RFI la principale proposition d'Antonio Guterres dans ce rapport, qui était de prolonger jusqu'au 31 décembre 2021, la présence du bureau de son envoyé spécial au Burundi.

Gitega estime que la page de la crise de 2015, née de la décision du président Pierre Nkurunziza aujourd'hui définitivement tournée depuis l'accession au pouvoir de son successeur, le général Evariste Ndayishimiye. L'allusion dans cette note verbale au dernier rapport d'Antonio Guterres, mais le message est clair, le ministre des Affaires étrangères rejette catégoriquement sa proposition de prolonger jusqu'à la fin 2021 la présence du bureau de l'envoyé spécial au Burundi, en lui annonçant non seulement sa fermeture mais aussi sa « liquidation » au 31 décembre de cette année. Il s'agit d'une décision « souveraine et irrévocable » tranche un haut responsable du ministère, car pour Gitega, le pays a déjà retrouvé la paix, la sécurité et la stabilité et ne veut plus entendre parler d'une présence « caractéristique politique » des Nations unies. La priorité est aujourd'hui « la lutte contre le développement socio-économique » du pays, explique le ministre burundais des Affaires étrangères pour qui, seule une aide des Nations unies et de ses agences dans ce cadre bien précis est la bienvenue. Le timing est particulièrement bien choisi, après une source diplomatique, le pouvoir burundais « veut couper l'herbe sous les pieds du secrétaire général avant toute réunion du Conseil de sécurité sur le Burundi » dit-il. Gitega compte pour cela sur le soutien de ses amis russes et chinois, mais rien n'est joué. Le secrétaire général de l'ONU juge que le Burundi « fragile » et la grande majorité des pays occidentaux veulent garder un œil sur ce pays. Ils seraient donc pour son maintien à l'agenda du Conseil de sécurité.